

DOSSIER D'INFORMATION MAIRIE



Références du projet :

Nom site :	BOUILLARGUES CHATEAU D'EAU
Code site :	30047_001_01
Adresse :	Rue de la Paix – 30230 BOUILLARGUES
Etat :	Création
MOE	Graniou Nîmes - 579 Av du Dr Fleming - 30900 NIMES
Date	10/10/2014

Présentation projet

Commune de	BOUILLARGUES
Nom du site	BOUILLARGUES CHATEAU D'EAU
Adresse du site	Rue de la Paix – 30230 BOUILLARGUES

Coordonnées géographiques	
X=	0768,535
Y=	1868,113
Z=	75,00 m
<p>Installation d'une nouvelle antenne relais <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Modification substantielle d'une antenne-relais existante <input type="checkbox"/></p> <p>Références cadastrales : Section AL – Parcelle 166</p> <p>Propriétaire : COMMUNE DE BOUILLARGUES</p>	

Déclaration Préalable <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Permis de Construire <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	Dossier ABF <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Date dépôt :	Date dépôt :	Date dépôt :
DP n° :	PC n° :	PC n° :
Date d'accord :	Date d'accord :	Date d'accord :

Descriptif des installations :

Descriptif du Projet

Dans le cadre de l'attribution de la 4^{ème} licence de téléphonie mobile, Free Mobile projette d'installer un relais de téléphonie mobile sur le château d'eau, rue de la Paix sur la commune de BOUILLARGUES (30230), afin de développer et d'exploiter son réseau 3G et 4G.

Pour assurer la couverture radio, ce projet nécessitera l'installation de 3 antennes sur mâts en applique du château d'eau émettant sur les bandes de fréquence UMTS et LTE2600.

Dispositions d'intégration paysagère et environnementale

Trois antennes sur mâts en applique du château d'eau aux azimuts 30°/130°/290°.

Equipements techniques installés au pied du château d'eau.

Descriptif

Zone technique :

INDOOR ☐ OUTDOOR ☒

Emplacement des baies et des coffrets : Au pied du château d'eau.

Antennes :

Câbles de raccordement : Fibre ☒ Coaxiaux ☐

Nombre : 3

Descriptif du cheminement : Bretelles et feeders

Nombre d'antennes :	Existantes :	A ajouter : 3	A modifier :
Type :		KYEMO KY 850320	
Système :		900 / 2100 / 2600	
Hauteur Sol NGF : Hauteur château d'eau / au sol : Hauteur château d'eau NGF : HBA NGF :		75,00 m 25,78 m 100,78 m 94,00 m	
Azimuts (à titre indicatif)		30° - 130° - 290°	
Tilt (à titre indicatif)		0°	
HBA		19,00 m	
Fréquences		900 – 2100 – 2600 MHz	
Puissance de sortie des équipements		20 watts	

Alimentation EDF :

Comptage ☒ Sous-comptage ☐

Type de branchement : 6 kVA mono

Lien transmission :

Type		Observations
Fibre Free	<input type="checkbox"/>	
DSL Free		
xDSL	X	
FH		
Fibre autre opérateur	X	
Autre		

Engagements de Free Mobile & Positions des Autorités Sanitaires sur les Antennes relais et la santé

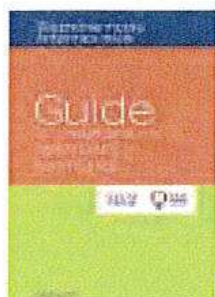
Engagements au titre de la protection de la santé

Free Mobile, exploitant un réseau de télécommunications tel que défini au 2° de l'article 32 du code des postes et télécommunications, certifie que, en dehors du périmètre de sécurité mentionné sur plan et balisé sur le site, les références de valeurs d'exposition aux champs électromagnétique suivantes, et fixées dans le décret n°2002-775 du 3 mai 2002 sont respectées.

Free Mobile s'engage à appliquer les règles de signalisation et de balisage des périmètres de sécurité qui lui sont propres dans les zones accessibles au public, telles que définies dans la circulaire interministérielle du 16 octobre 2001 relative aux antennes-relais de téléphonie mobile.

Engagements en matière d'information et de transparence

L'Association des maires de France (AMF) et l'Association française des opérateurs mobiles (AFOM) ont élaboré en 2004 le « Guide des bonnes pratiques entre maires et opérateurs » pour le déploiement des antennes-relais.



Fin 2007 le document a été actualisé et rebaptisé « Guide des relations entre opérateurs et communes ». Free Mobile s'est engagé à suivre ce guide.

Obligations à l'égard de l'Etat et des utilisateurs de ses services

Les opérateurs qui proposent les services de téléphonie mobile sont, chacun, soumis à des obligations nationales qui concernent notamment la couverture de la population, la qualité de service, le paiement de redevances, la fourniture de certains services ainsi que la protection de la santé et de l'environnement.

Les opérateurs ont des droits conférés par les autorisations d'utilisation de fréquences qui leur ont été délivrées par l'ARCEP (Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes). Ces autorisations créent des droits et des obligations à leur profit et ont notamment pour effet de permettre l'utilisation du domaine public hertzien. En cas de manquements des opérateurs à leurs obligations, le pouvoir réglementaire peut remettre en cause le droit d'utiliser les fréquences (cf. article L36-11 du CPCE).

Les Antennes Relais et la Santé

Les positions des Autorités Scientifiques et Sanitaires

Rapport et Avis de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire de l'Environnement et du Travail (ANSES), 15 octobre 2013, Mise à jour de l'expertise « radiofréquences et santé »

L'ANSES actualise l'état des connaissances qu'elle a publié en 2009. L'ANSES maintient sa conclusion de 2009 sur les ondes et la santé et indique que « *cette actualisation ne met pas en évidence d'effets sanitaires avérés et ne conduit pas à proposer de nouvelles valeurs limites d'exposition de la population* ».

Académie nationale de médecine - 22 octobre 2013

« L'Académie nationale de médecine a pris connaissance du rapport d'expertise de l'Anses « Radiofréquences et santé. Mise à jour de l'expertise », rendu public le 15 octobre 2013. Comme pour la précédente expertise collective de l'Afsset, publiée en 2009, l'Académie tient à souligner cette fois encore, la qualité globale du rapport 2013 et l'effort considérable d'analyse de la littérature scientifique qui en font un document de référence. L'Académie constate que sont confirmées les conclusions du rapport scientifique 2009 de l'Afsset et les avis qu'elle a rendus à trois reprises sur ce sujet. Qu'il s'agisse des effets non cancérogènes sur le système nerveux central ou en dehors de lui, ou des effets cancérogènes en général, les quelque 2600 études publiées dans le monde sur ce sujet n'ont pas pu mettre en évidence de manière rigoureuse et reproductible un risque de cancer ou d'une autre pathologie organique dû à la téléphonie mobile ou au Wifi. »

Rapport et Avis de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire de l'Environnement et du Travail (AFSSET, désormais ANSES), octobre 2009

« Les données issues de la recherche expérimentale disponible n'indiquent pas d'effet à court terme ni à long terme de l'exposition aux radiofréquences »

Rapport de l'Office Parlementaire d'Evaluation des Choix Scientifiques et Technologiques (OPECST), novembre 2009

« Il importe de tenir compte des résultats des études et des expertises scientifiques – dont celles de l'AFSSET – qui concluent à l'innocuité des antennes-relais »

Avis des Académies de Médecine, des Sciences et des Technologies, décembre 2009

« Réduire l'exposition aux ondes radio des antennes relais n'est pas justifié scientifiquement ».

Aide mémoire 304 de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) de Mai 2006

« Compte tenu des très faibles niveaux d'exposition et des résultats des travaux de recherche obtenus à ce jour, il n'existe aucun élément scientifique probant confirmant d'éventuels effets nocifs des stations de base et des réseaux sans fil pour la santé ».



La réglementation relative à l'exposition du public

Celle-ci est encadrée par le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques et par la circulaire du 16 octobre 2001 relative à l'implantation des antennes relais de téléphonie mobile.

Les valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques sont fixées, en France, par le **décret 2002-775 du 3 mai 2002** et permettent d'assurer une protection contre les effets établis des champs électromagnétiques radiofréquences. A l'image de la grande majorité des pays membres de l'Union européenne, celles-ci sont issues de la recommandation du Conseil de l'Union européenne 1999/519/CE du 12 juillet 1999 relative à l'exposition du public aux champs électromagnétiques et conformes aux recommandations de l'OMS (Organisation mondiale de la santé).

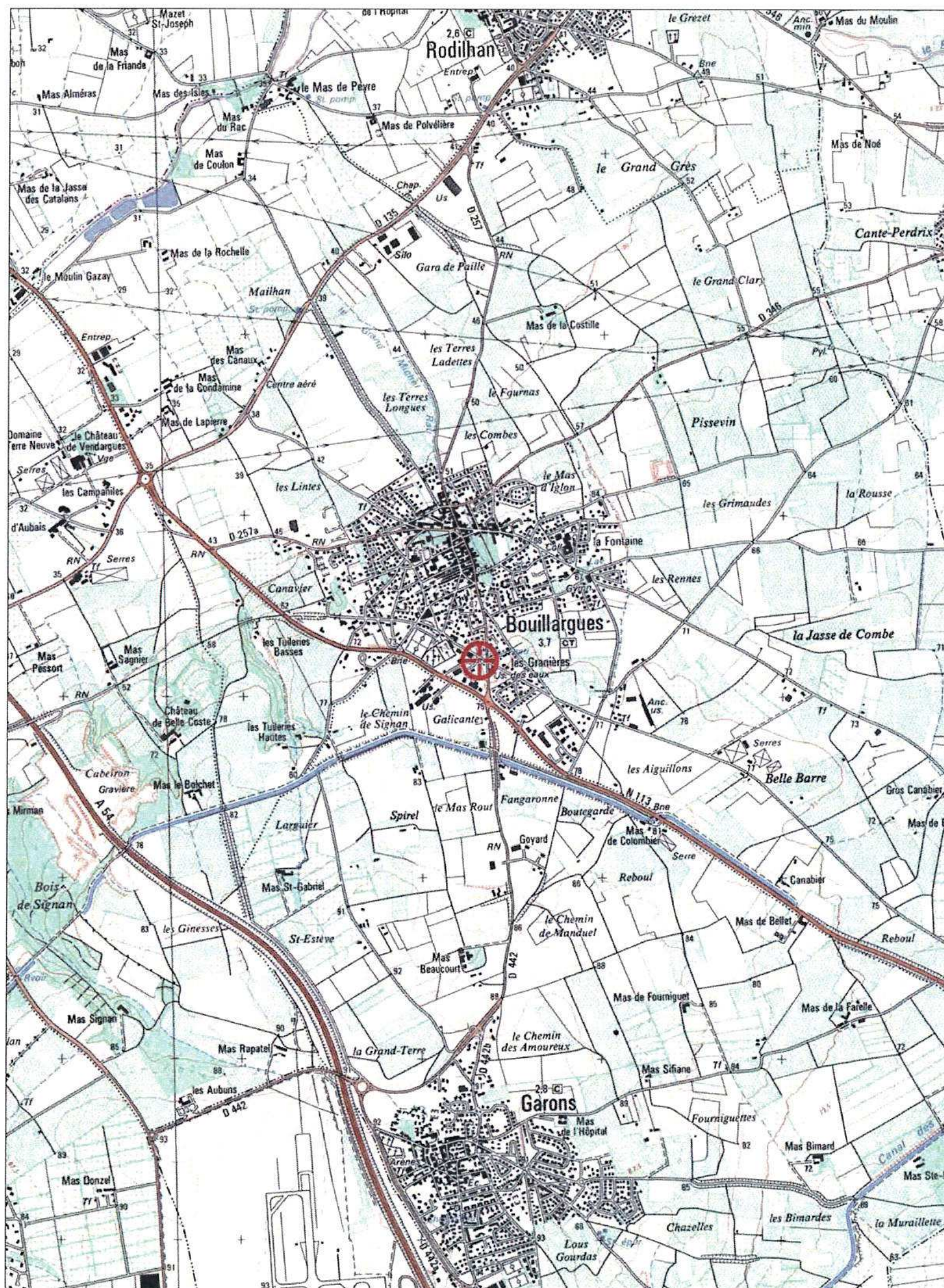
Valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques

	800 MHz	900 MHz	2100 MHz	2600 MHz
Intensité du champ électrique en V/m (volts par mètre)	39	41	61	61
Intensité du champ électrique en A/m (ampères par mètre)	0,1	0,1	0,16	0,16
Densité de puissance en W/m² (watts par m²)	4	4,5	10	10

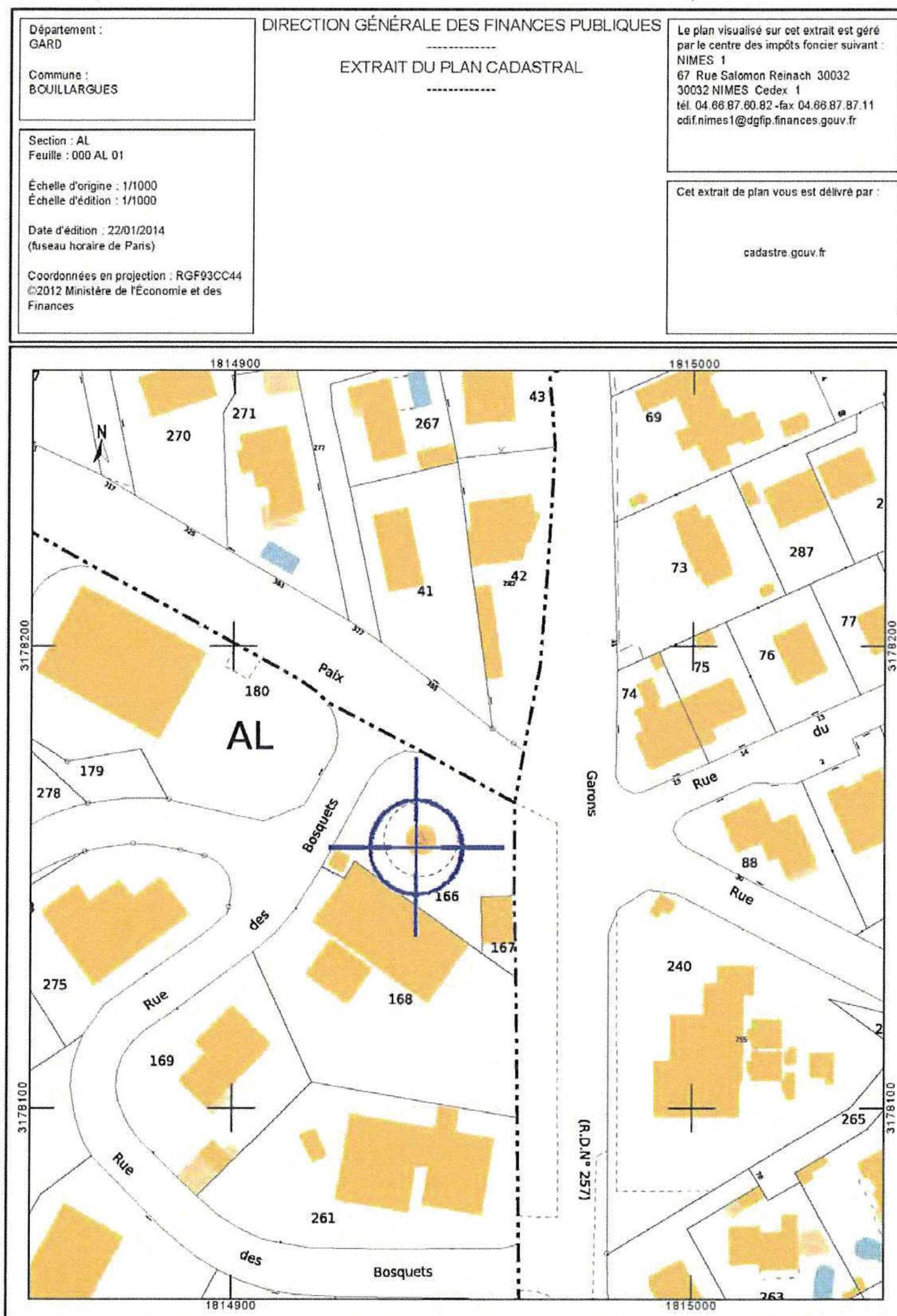
La circulaire du 16 octobre 2001 relative à l'implantation des antennes relais de téléphonie mobile précise qu'il appartient à l'exploitant d'une antenne relais de prendre les mesures nécessaires pour éviter toute exposition du public à des niveaux dépassant les valeurs limites fixées par la réglementation.

L'Agence nationale des Fréquences (ANFR) est la garante du respect de cette réglementation. En particulier, elle délivre une autorisation pour tout projet d'installation d'un site radio électrique dans le cadre de la procédure de la commission des sites et servitudes radioélectrique (COMSIS). Une antenne ne peut émettre sans cette autorisation.

Plan de situation



Plan de cadastre



Site sensible

Aucun site sensible à proximité.



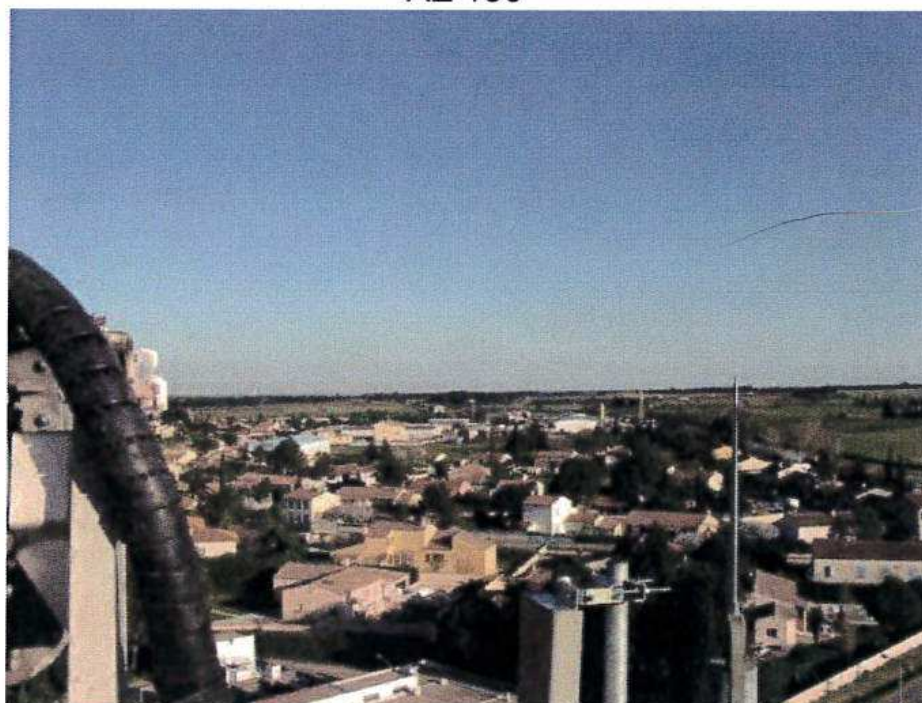
DOSSIER D'INFORMATION MAIRIE

Photos de l'azimut des cellules

AZ 30°



AZ 130°

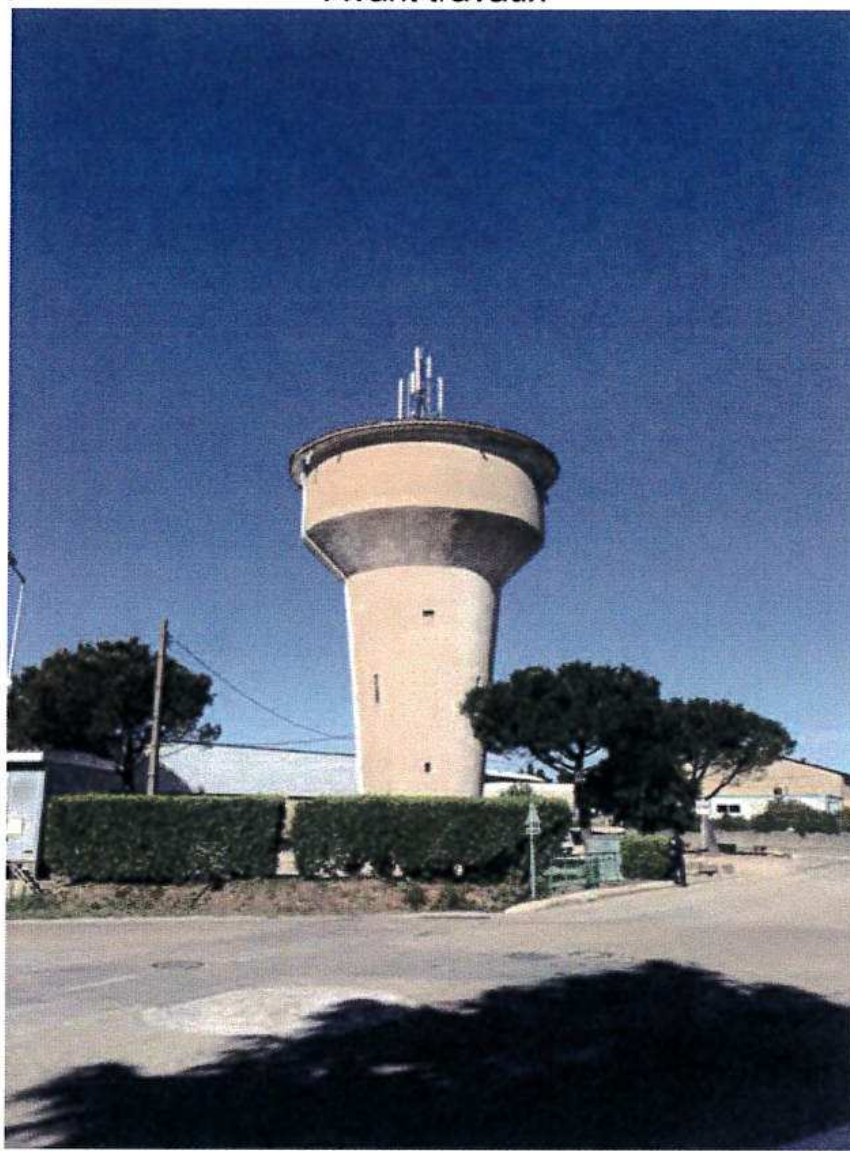


AZ 290°

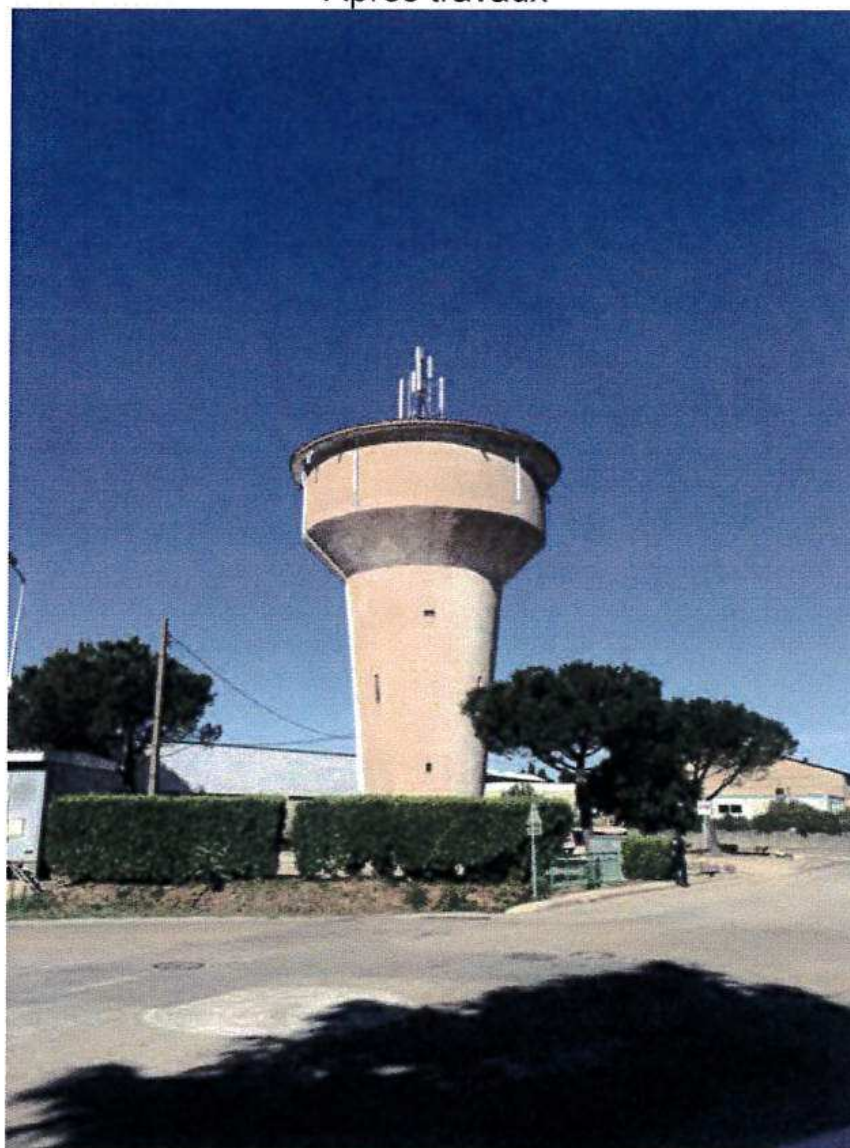


Photomontage

Avant travaux



Après travaux



Fiche Santé ANFR

N° ANFR :

--	--	--

1 Conformité de l'installation aux règles de CSTB (en cas de station GSM)

☒ oui

☐ non

2 Existence d'un périmètre de sécurité balisé accessible au public :

☐ oui

☒ non

Périmètre de sécurité : zone au voisinage de l'antenne dans laquelle le champ électromagnétique peut-être supérieur au seuil de la Recommandation ci-dessous.

3 Le champ électrique maximum qui sera produit par la station objet de la demande sera-t-il inférieur à la valeur de référence de la recommandation du conseil 99/519/CE en dehors de l'éventuel périmètre de sécurité ?

☒ oui

☐ non

4. Présence d'établissements particuliers de notoriété publique visé par l'article 5 du décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 situés à moins de 100 mètres de l'antenne

☐ oui

☒ non

Dans le lobe principal de l'antenne ?

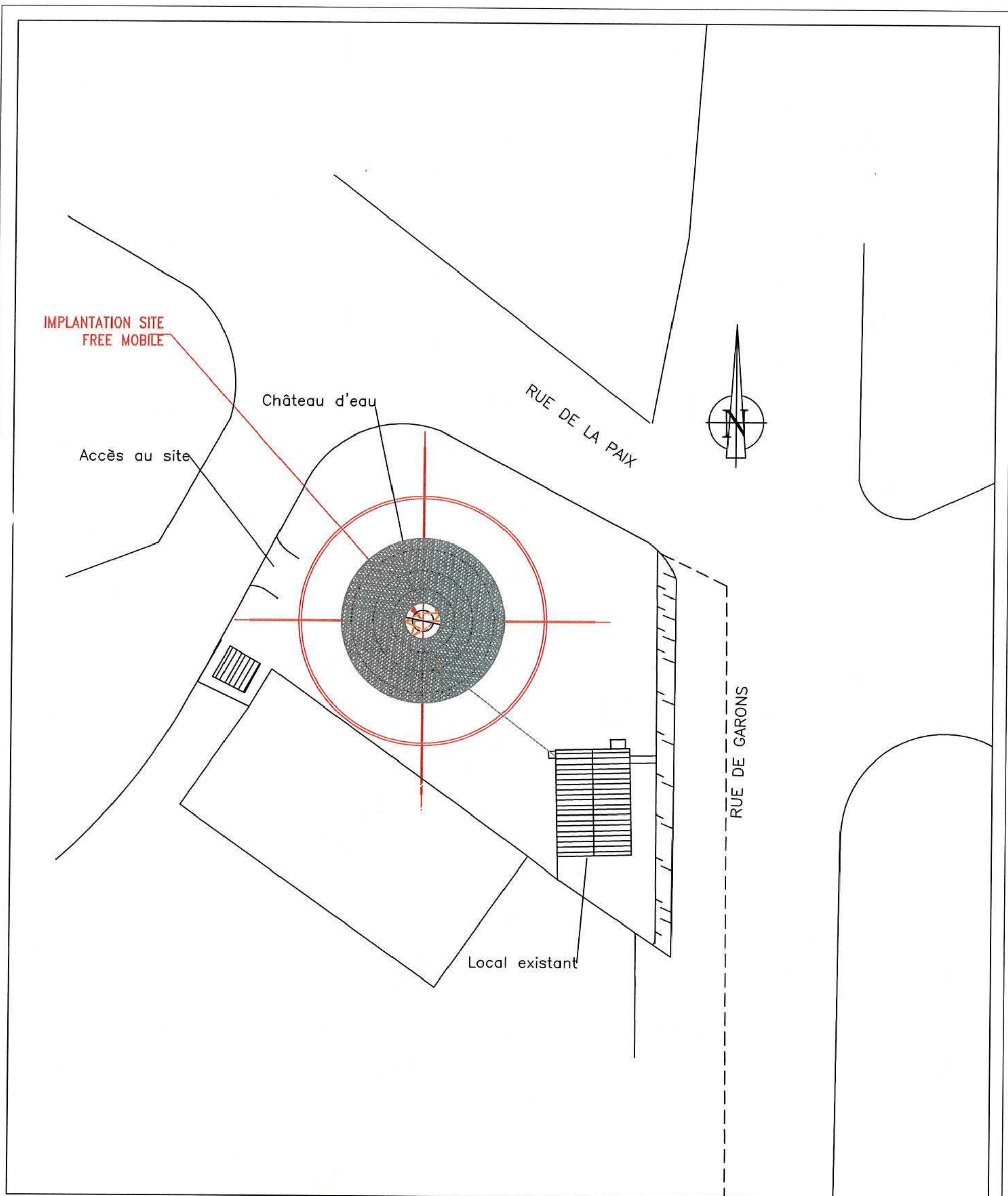
☐ oui

☐ non

S'il existe des sites de notoriété publique (repérés sur le plan de ville ou la carte au 25/000), préciser pour chacun le nom, l'adresse :



Distance des ouvrages

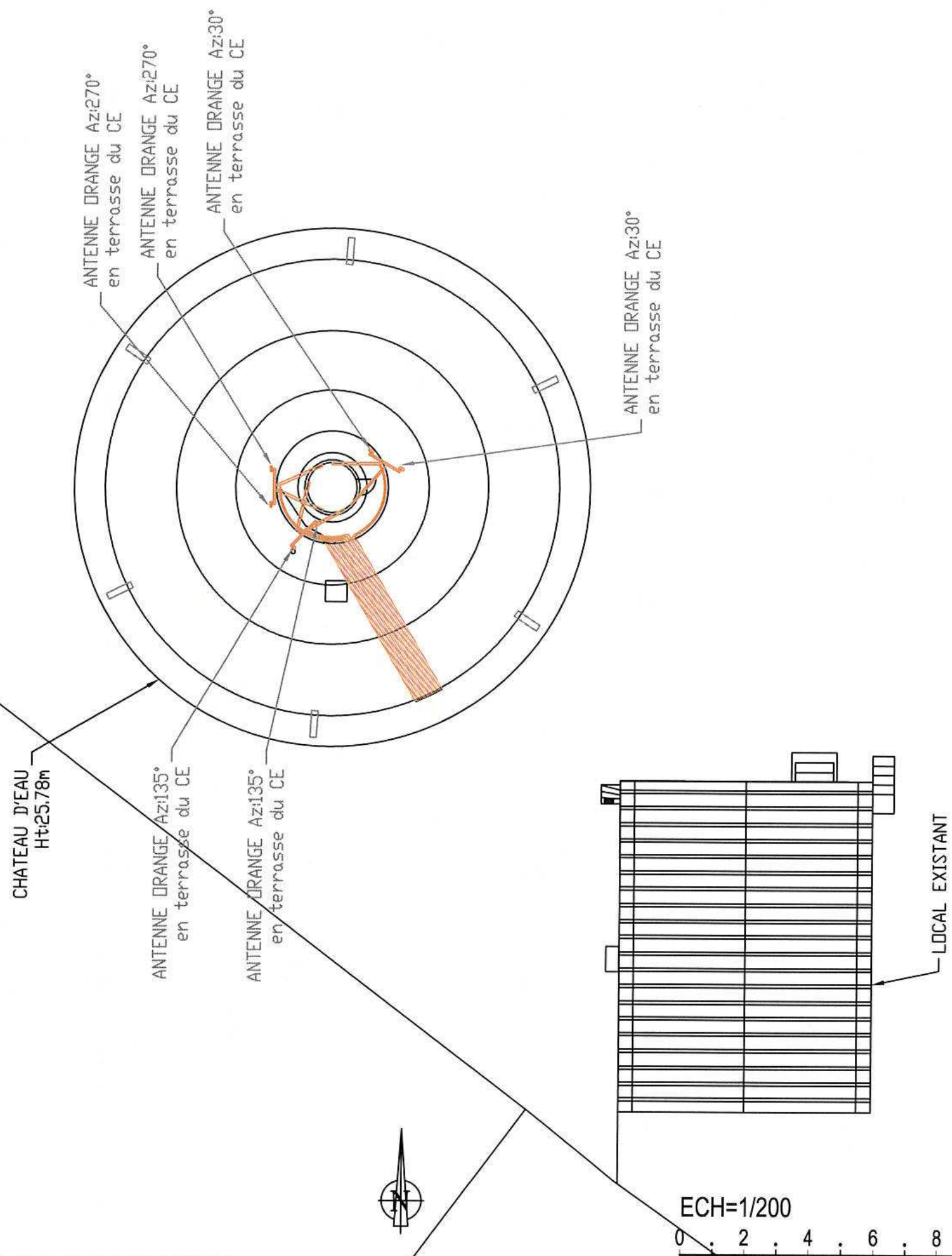
<u>Nom</u>	<u>Adresse</u>	<u>Coordonnées WGS 84</u> (Facultatif)	Situé dans le lobe principal de l'antenne émettrice (lobe limité à 3 dB/ puissance maximale) (Oui / Non)	<u>Distance</u>	<u>Estimation du niveau maximum de champ reçu, sous la forme d'un pourcentage par rapport au niveau de référence du décret 2002-775</u>



Coordonnées
 42°41'49.62"N
 2°53'27.57"E

ECH=1/1000
 0 10 20 30 40 50m

		Chateau d'eau Bouillargues				échelle: 1/1000	
		Rue de la Paix				ID: 30047_001_01	
		30230 BOUILLARGUES					
		N° FOLIO: 2	PLAN DE MASSE				
DOSSIER: APS	INDICE: A	FICHER:30047_001_01_CE BOUILLARGUES.dwg			Dessin:DBE	D:—	Date: 03/06/2014



free
mobile

Chateau d'eau Bouillargues

Rue de la Paix

30230 BOUILLARGUES

échelle: 1/200

ID: 30047_001_01

N° FOLIO: 3

PLAN D'IMPLANTATION EXISTANT

GRANDIOU

DOSSIER: APS

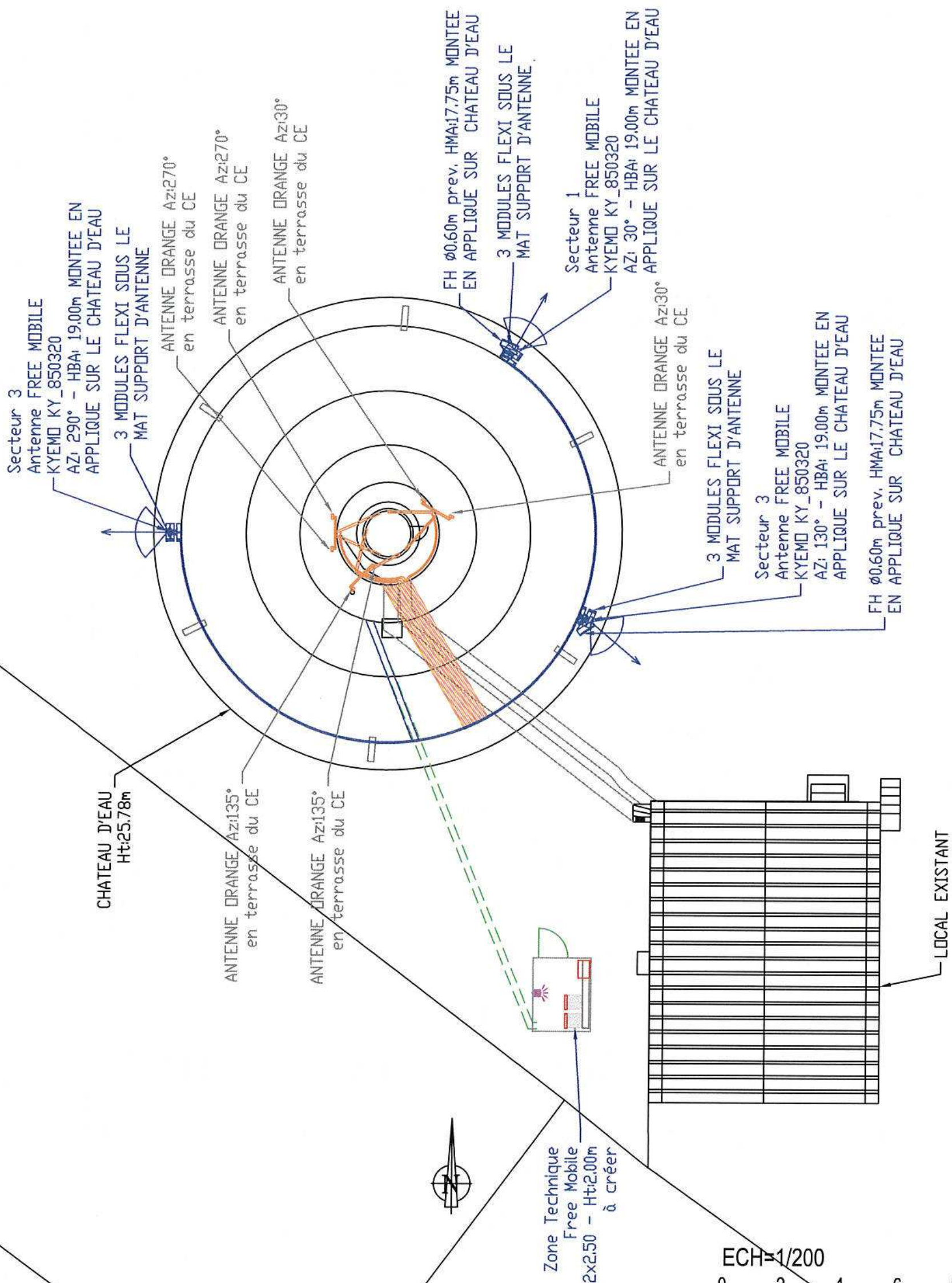
INDICE: A

FICHIER: 30047_001_01_CE BOUILLARGUES.dwg

Dessin: DBE

D: -

Date: 03/06/2014



free
mobile

Chateau d'eau Bouillargues

Rue de la Paix

30230 BOUILLARGUES

échelle: 1/200

ID: 30047_001_01

N° FOLIO: 4

PLAN D'IMPLANTATION PROJET

GRANDIOU

DOSSIER: APS

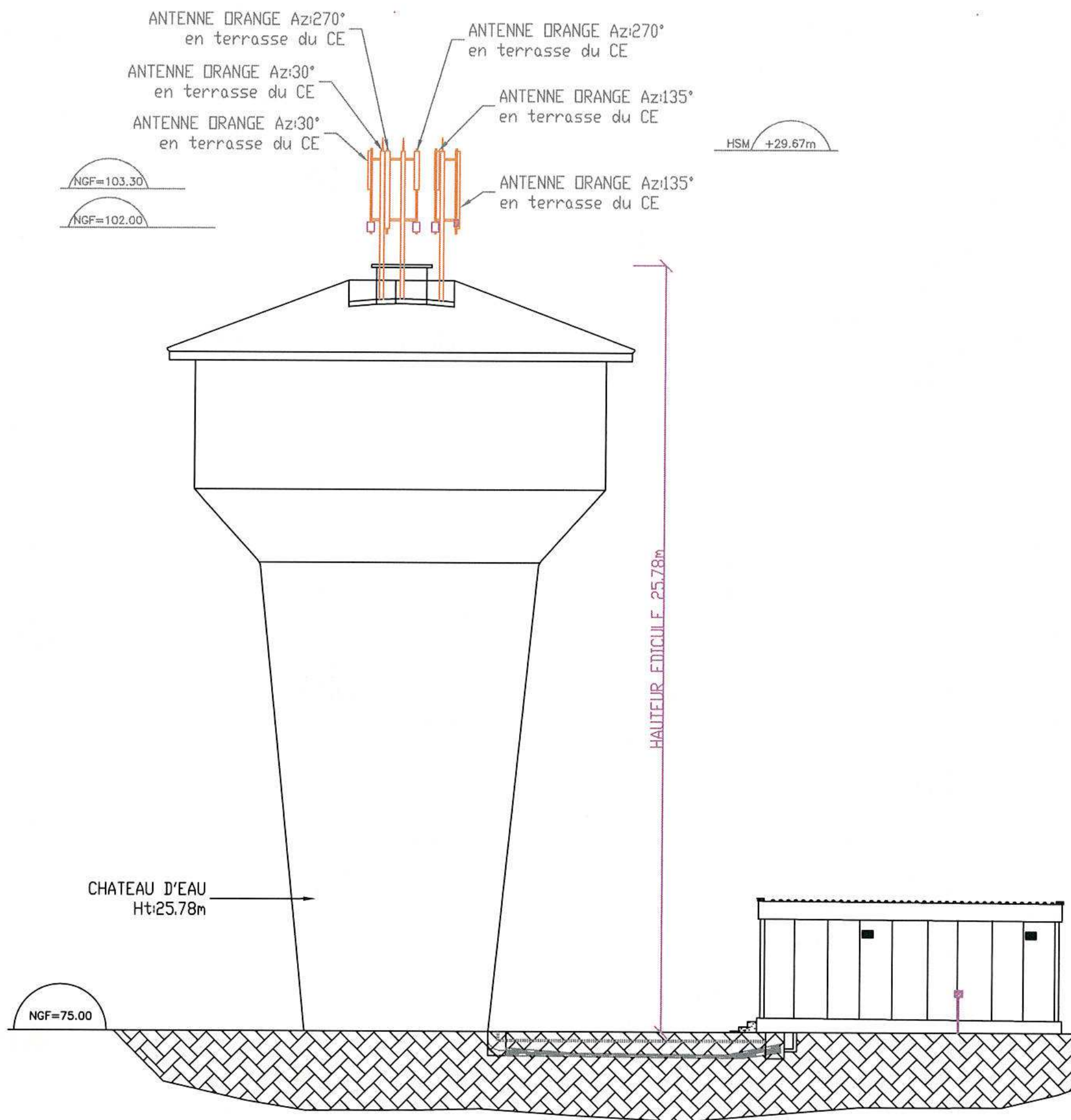
INDICE: A

FICHIER:30047_001_01_CE BOUILLARGUES.dwg

Dessin:DBE



D:—

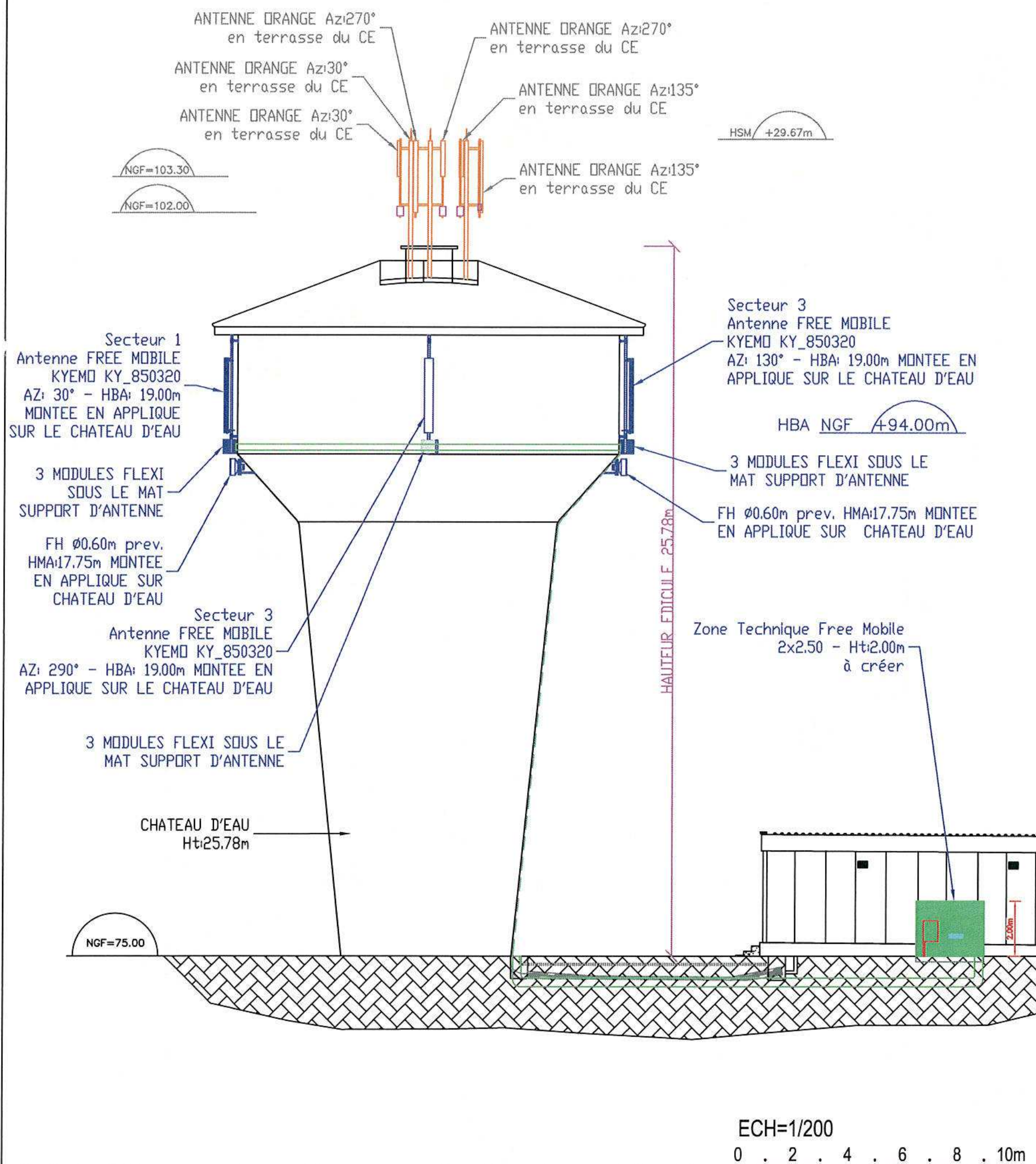
Date: 03/06/2014





ECH=1/200

0 2 4 6 8 10m

	Chateau d'eau Bouillargues				échelle: 1/200		
	Rue de la Paix				ID: 30047_001_01		
	30230 BOUILLARGUES						
	N° FOLIO: 5	PLAN D'ELEVATION EXISTANT					
DOSSIER: APS	INDICE: A	FICHER:30047_001_01_CE BOUILLARGUES.dwg			Dessin:DBE	D:—	Date: 03/06/2014



		Chateau d'eau Bouillargues				échelle: 1/200	
		Rue de la Paix				ID: 30047_001_01	
		30230 BOUILLARGUES					
		N° FOLIO: 6	PLAN D'ELEVATION PROJET				
DOSSIER: APS	INDICE: A	FICHIER:30047_001_01_CE BOUILLARGUES.dwg			Dessin:DBE	D:—	Date: 03/06/2014